

CLOM/

REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

-----  
MINISTERE DE LA FONC-  
TION PUBLIQUE.-  
-----

ETATS PERIODIQUES.

Jusqu'ici un état faisant ressortir la situation des effectifs des fonctionnaires supérieurs Nationaux était adressé mensuellement au Ministère de la Fonction Publique.

Afin de faciliter la mission de vérification et de coordination périodique des services compétents de la fonction Publique du Gouvernement Central (B.C.T. et Effectifs) sur la situation générale du personnel administratif, il a été jugé indispensable de demander la transmission trimestrielle à ce Ministère d'un état général, par service, des agents nationaux de tous grades dont la situation administrative aurait subi de changements (mutation, commissionnement, disponibilité, détachement, suspension, démission, révocation, mission, pension, décès).

Un état distinct comportant les mêmes renseignements sur la situation des Techniciens et agents étrangers devrait être joint au premier document ci-dessus visé.

Ces deux états seraient adressés en quatre exemplaires chacun dont l'un sera retourné au Service intéressé après visa du service compétent du Ministère de la Fonction Publique.

Les modèles de ces deux listes sont joints à la présente note pour information de MM. les membres de la Conférence.



SERVICE.....

OBJET :

OBJET :  
SITUATION TRIMESTRIELLE DES  
EFFECTIFS "NATIONAUX"

.....AU.....

[illegible]



## REPUBLICUE DU CONGO

PROVINCE DE.....

SERVICE .....

© 2000 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 247: 105–112

(1) Dans la colonne "Observations" s'intègrent tous les mouvements du personnel : mission, disponibilité, révocation, démission, décès, etc.....

OBJET:  
SITUATION TRIMESTRIELLE DES  
EFFECTIFS "ETRANGERS"  
.....AU.....

• AU

[illegible]



NOTE EXPLICATIVE SUR LES ETAPES CHRONOLOGIQUES  
D'UNE DETERMINATION RATIONNELLE DES BESOINS PRO-  
VINCIAUX EN EFFECTIFS NOUVEAUX.  
-----

La fixation des besoins des provinces en personnel statutaire ou contractuel ne peut se faire, on le comprend, qu'à partir de la détermination préalable des structures dont auront été dotées leurs nouvelles Administrations, et de l'inventaire des postes révélés vacants, après la répartition de l'ancien personnel en place, qu'il conviendra de pourvoir.

Il est donc souhaitable que les Provinces s'attè-  
lent rapidement à l'étude et à la fixation de leur Armature admi-  
nistrative en s'inspirant, autant que possible, du projet-type  
d'organigramme déjà examiné au point 2 de l'ordre du jour.

Ce travail, une fois opéré, il serait plus aisé de  
procéder à un relevé complet et précis des besoins qui apparai-  
traient indispensables, après défalcation des effectifs déjà en  
service.

La satisfaction de ces besoins sera faite, en ce  
qui concerne les Agents à recruter sous statut ou sous contrat,  
par l'observation des règles statutaires et des considérations  
d'opportunité rappelées aux points 5-a et b de l'ordre du jour.

Le Ministère de la Fonction Publique croit opportun  
de proposer à MM. les Membres de la Commission l'adoption du  
schéma-type ci-dessus dans leurs opérations de fixation de leurs  
besoins en personnel nouveau.

Cette note ne vise qu'à exposer une méthode simple  
et logique de travail; toute autre manière d'approcher le problè-  
me risquerait d'aboutir à une fixation de besoins faite avec une  
hâte fantaisiste, uniquement soucieuse de recrutements d'opportu-  
nité, voire de prestige.



REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

-----  
MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

-----  
3ème Direction  
-----

NOMINATION DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION.

Conformément aux dispositions statutaires restées en vigueur, le Chef de l'Etat qui remplace le Roi dans ses attributions coloniales disparues, est le Chef suprême de l'Administration. Cela résulte également des termes de l'art.23 de la loi fondamentale, qui donne en principe au Président de la République un pouvoir général d'investiture des agents de l'Administration générale de l'Etat.

L'ensemble de ces agents - mis à part ceux qui sont recrutés sous contrat de louage de services - est soumis à un statut général qui s'applique à toutes les provinces, en vertu de l'art.148 de la Loi fondamentale disposant que les actes des Autorités provinciales (Edits et Edits-règlements) ne peuvent contrevenir aux prescriptions légales ou réglementaires du pouvoir central.

En vertu du statut de 1959 (art.4), les agents étaient divisés en 7 catégories : Les premières respectivement composées de hauts fonctionnaires, de fonctionnaires supérieurs et de fonctionnaires, étaient nommés par le Roi; les agents de 4e catégorie étaient nommés par le Ministre ou le gouverneur général, et les autres agents par le gouverneur ou son délégué. Toutefois, l'ordonnance n°13/463 du 4 septembre 1959, toujours en vigueur, modifiant certaines mesures d'exécution du statut des agents de l'Administration d'Afrique, était venue déléguer en son art. 1er aux gouverneurs de province le pouvoir de nommer les agents de 5e, 6e et 7e catégorie.

Pour rendre compte de la situation actuelle, il faut mentionner tout d'abord, que l'ord.n°14 précitée ramène la hiérarchie des grades à 5 catégories. D'autre part, le pouvoir de nomination des agents est organisé selon les modalités assez complexes que l'on peut résumer comme suit :

- a) La loi fondamentale, en son article 23 précité, confie au Président de la République le pouvoir de nommer aux emplois de l'Administration générale, sauf les exceptions prévues par la loi. D'un autre côté, les dispositions de l'art.4 du statut examinées, ci-dessus, et interprétées en fonction de la transposition des grades intervenue sous l'effet de l'ordonnance n°14 du 23 février 1961, conduisent à estimer que la nomination des agents de 1ère, 2e et 3e catégorie est faite par le Chef de l'Etat, sur proposition du Ministre de la Fonction Publique. Dans l'absence d'une définition des emplois dits d'Administration générale, il est permis de penser que ces 2 groupes de textes se recoupent, de sorte que les emplois en question, qu'ils soient occupés par des agents du gouvernement central ou de la province, seraient précisément ceux correspondant aux grades de 1ère et 2e catégorie.



- b) L'application de l'ord.n°13/463 du 4 septembre (rap-  
pelée ci-avant) devant également se faire en considéra-  
tion de la transposition des grades stipulée par l'ord.  
n°14 précitée, il y a lieu d'admettre que les autorités  
provinciales qui ont succédé, après le 30 juin 1960,  
aux gouverneurs de province disparus, ont donc recueilli  
leur pouvoir de nomination en ce qui concerne les agents  
de 4è et 5è catégorie en service dans leur province.
- c) Il faut mentionner enfin que, en vertu de la lettre ou  
de l'esprit des textes en vigueur, et notamment de la  
loi fondamentale, certaines nominations ressortissent  
exclusivement à la compétence du gouvernement central :  
tel est le cas des agents du cadre de la Magistrature  
(art.219-9° de la loi fondamentale); ou, logiquement,  
celui des agents assurant un service public dont les  
attributions entrent, selon l'art.219 de la loi fonda-  
mentale, dans le domaine réservé au pouvoir central.

En sens inverse, d'autres nominations sont  
exclusivement de la compétence des autorités provin-  
ciales: tel est, vraisemblablement, le cas des Inspec-  
teurs provinciaux chargés du contrôle pédagogique de  
l'enseignement primaire, moyen technique et normal de la  
province (art.220, § 8 de la loi fondamentale), et logi-  
quement, celui des agents effectuant un service public  
entrant dans le domaine réservé au pouvoir provincial,  
en vertu de l'article 220 cité.

- d) Tels sont donc, en vertu des textes en vigueur, les  
principes généraux suivant lesquels se répartit le pou-  
voir de nomination des agents administratifs centraux et  
provinciaux; il semble, dès lors, difficile de donner  
à la loi fondamentale l'interprétation extensive suivant  
laquelle les autorités provinciales auraient reçu compé-  
tence générale à l'effet de procéder à la nomination des  
agents travaillant sous leur juridiction. Si l'art.176  
de la loi prévoit expressément que le gouvernement pro-  
vincial "dirige" toute l'administration de la province,  
cette disposition ne concerne évidemment que le pouvoir  
d'impulsion générale et de contrôle hiérarchique des  
agents placés sous les ordres de ce gouvernement, et  
dont il peut se concevoir aisément que certains d'entre  
eux aient été mis à la disposition de ce dernier, après  
avoir été nommés, sur la base des textes ci-dessus ana-  
lysés, par les autorités centrales compétentes à cet  
effet.

#### R E V O C A T I O N

La révocation étant la procédure inverse  
de la nomination, les autorités compétentes pour ce faire  
doivent être celles investies du pouvoir de nommer.



MINISTRE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

2me Direction - Etudes

Annexe au projet de note synthétique de Mr.  
le Conseiller Technique DARD sur l'organisa-  
tion actuelle de la Fonction Publique.-  
-----

- 9.- Conformément aux dispositions statutaires restées en vigueur, le Chef de l'Etat qui remplace le Roi dans ses attributions coloniales disparues, est le Chef suprême de l'Administration. Cela résulte également des termes de l'art.23 de la loi fondamentale, qui donne en principe au Président de la République un pouvoir général d'investiture des agents de l'Administration générale de l'Etat.
- 10.- L'ensemble de ces agents - mis à part ceux qui sont recrutés sous contrat de louage de services - est soumis à un statut général qui s'applique à toutes les provinces, en vertu de l'art.148 de la loi fondamentale disposant que les actes des Autorités provinciales (Edits et Edits-règlements) ne peuvent contrevenir aux prescriptions légales ou réglementaires du pouvoir central.
- 11.- En vertu du statut de 1959 (art.4), les agents étaient divisés en 7 catégories : Les premières respectivement composées de hauts fonctionnaires, de fonctionnaires supérieurs et de fonctionnaires, étaient nommés par le Roi; les agents de 4è catégorie étaient nommés par le Ministre ou le gouverneur général, et les autres agents par le gouverneur ou son délégué. Toutefois, l'ordonnance n°13/463 du 4 septembre 1959, toujours en vigueur, modifiant certaines mesures d'exécution du statut des agents de l'Administration d'Afrique, était venue déléguer en son art. 1er aux gouverneurs de province le pouvoir de nommer les agents de 5è, 6è et 7è catégorie.
- Pour rendre compte de la situation actuelle, il faut mentionner tout d'abord, que l'ord. n°14 précitée ramène la hiérarchie des grades à 5 catégories.
- D'autre part, le pouvoir de nomination des agents est organisé selon les modalités assez complexes que l'on peut résumer comme suit :
- a) La loi fondamentale, en son article 23 précité, confie au Président de la République le pouvoir de nommer aux emplois de l'Administration générale, sauf les exceptions prévues par la loi. D'un autre côté, les dispositions de l'art.4 du statut examinées, au point 11 ci-dessus, et interprétées en fonction de la transposition des grades intervenue sous l'effet de l'ordonnance n°14 du 23 février 1961, conduisent à estimer que la nomination des agents de 1ère, 2è et 3è catégorie est faite par le Chef de l'Etat, sur proposition du Ministre de la Fonction Publique.
- Dans l'absence d'une définition des emplois dits d'Administration générale, il est permis de penser que ces 2 groupes de textes se recoupent, de sorte que les emplois en question, qu'ils soient occupés par des agents du gouvernement central ou de la province, seraient précisément ceux correspondant aux grades de 1ère et 2è catégorie.
- b) L'application de l'ord.n°13/463 du 4 septembre 1959 (examinée au point 11 ci-dessus) devant également se faire en considération de la transposition des grades stipulée par l'ord.n°14 précitée, il y a lieu d'admettre que les autorités provinciales qui ont succédé, après le 30 juin 1960, aux gouverneurs de province disparus, ont donc recueilli leur pouvoir de nomination en ce qui concerne les agents de 4è et de 5è catégorie en service dans leur province.

.../...



- c) Il faut mentionner enfin que, en vertu de la lettre ou de l'esprit des textes en vigueur, et notamment de la loi fondamentale, certaines nominations ressortissent exclusivement à la compétence du gouvernement central : tel est le cas des agents du cadre de la Magistrature (art.219 - 9° de la loi fondamentale); ou, logiquement, celui des agents assurant un service public dont les attributions entrent, selon l'art.219 de la loi fondamentale, dans le domaine réservé au pouvoir central.

En sens inverse, d'autres nominations sont exclusivement de la compétence des autorités provinciales : tel est, vraisemblablement, le cas des Inspecteurs provinciaux chargés du contrôle pédagogique de l'enseignement primaire, moyen, technique et normal de la Province (art.220, § 8 de la loi fondamentale), et logiquement, celui des agents effectuant un service public entrant dans le domaine réservé au pouvoir provincial, en vertu de l'article 220 cité.

- d) Tels sont donc, en vertu des textes en vigueur, les principes généraux suivant lesquels se répartit le pouvoir de nomination des agents administratifs centraux et provinciaux; il semble, dès lors, difficile de donner à la loi fondamentale l'interprétation extensive suivant laquelle les autorités provinciales auraient reçu compétence générale à l'effet de procéder à la nomination des agents travaillant sous leur juridiction. Si l'art.176 de la loi prévoit expressément que le gouvernement provincial "dirige" toute l'administration de la province, cette disposition ne concerne évidemment que le pouvoir d'impulsion générale et de contrôle hiérarchique des agents placés sous ordres de ce gouvernement, et dont il peut se concevoir aisément que certains d'entre eux aient été mis à la disposition de ce dernier, après avoir été nommés, sur la base des textes ci-dessus analysés, par les autorités centrales compétentes à cet effet.

- 12.- La situation est, par contre, sans équivoque en ce qui touche les agents complémentaires engagés sous contrat par les provinces. Les autorités de province ont été autorisées, en effet, à recruter etc..
- 13.- Ecrire au paragraphe 2 : "le pays était divisé en provinces, districts et territoires".

Remanier les paragraphes 3 et 4 comme suit : "si l'organisation administrative des districts et des territoires n'a connu que des modifications secondaires, par contre, celle des provinces a profondément évolué après le 30 juin 1960, en application des dispositions de la loi fondamentale qui remplace le gouverneur de province par des structures nouvelles (gouvernement et assemblée provinciale, celle-ci ayant un certain pouvoir de réglementation administrative) et qui donne à ces institutions les attributs d'une autonomie plus ou moins complète, selon le cas.

LE CONSEILLER TECHNIQUE,  
S. VIEUX.-



-----  
2ème DIRECTION  
E T U D E S

DETERMINATION DES COMPETENCES RESPECTIVES DU  
GOUVERNEMENT CENTRAL ET DES GOUVERNEMENTS PRO-  
VINCIAUX EN MATIERE DE RECRUTEMENT DES TECH-  
NICIENS ETRANGERS.  
-----

Si le recrutement de techniciens étrangers s'avère encore indispensable pour assurer, dans différents domaines de l'activité nationale, la marche régulière des services publics, il est à prévoir qu'il en sera particulièrement ainsi en ce qui concerne les nouvelles provinces, dont les attributions matérielles ont connu une "inflation" sensible entraînant un accroissement parallèle des besoins en personnel qualifié.

On peut donc s'attendre, sans délai, à une multiplication des demandes de Techniciens étrangers ou d'Experts internationaux de la part des Administrations Provinciales en voie d'installation. Aussi, pour assurer un recrutement rationnel de ce Personnel et dans l'intérêt même des Provinces, s'avère-t-il nécessaire de préciser les modalités de la coordination entre le Gouvernement Central et les Autorités Provinciales qui doit conduire à ce recrutement; il n'est pas moins souhaitable, d'autre part, de fixer les règles destinées à régulariser et, autant que possible, uniformiser la situation des techniciens déjà recrutés.

I. La coordination indispensable entre le Gouvernement Central et les Gouvernements Provinciaux en matière de recrutement.

Le Gouvernement Central est bien placé, en Droit comme en fait, pour assurer la coordination des besoins des Provinces en Techniciens et en Experts étrangers, et pour prendre, de concert avec les différents intéressés, les mesures adéquates à la satisfaction de ces besoins. En droit tout d'abord, parce qu'il est de règle, au Congo comme ailleurs, que les entités provinciales d'un Etat ne peuvent, en principe, entrer en contact avec les représentants locaux des Etats étrangers ou des Institutions Internationales, que par l'intermédiaire des services centraux du Gouvernement, et notamment de son Ministère des Affaires Etrangères. En fait, d'autre part, parce que l'expérience prouve que les Missions diplomatiques ou les Organisations Internationales existant dans le Pays ont une préférence marquée pour des relations instituées au niveau exclusif d'Etat à Etat.

C'est donc en étroite coordination avec les services compétents du Gouvernement Central que doivent être traitées les questions relatives au recrutement du personnel étranger. Selon le cas, cette coordination pourra revêtir les formes ci-dessous, corespondant aux différentes étapes des opérations de recrutement :

A. Coordination à partir des besoins de provinces:

On peut considérer que, de l'état actuel des choses, la plupart des recrutements seront provoqués par l'urgence des besoins en personnel qui ne font jour dans les provinces. C'est donc à partir de ces besoins que se déroulera le processus des recrutements en question, et c'est en fonction de ce processus



qu'il faut déterminer les règles de la collaboration souhaitable entre le Pouvoir Central et les Autorités Provinciales. On aboutit alors au schéma chronologique et aux règles ci-dessous:

- Recensement par les provinces intéressées de leurs besoins en effectifs techniciens nouveaux, et soumission de ces besoins au Ministère de la Fonction Publique;
- Examen des listes de besoins formulés par les provinces en tenant compte à la fois de leurs incidences budgétaires, des possibilités générales de recrutement, et des nécessités d'une répartition équitable de ces possibilités entre les différentes provinces demandereses;
- Ouverture de pourparlers, soit par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères avec les Institutions Internationales ou les Missions Diplomatiques se trouvant à Léopoldville, soit par l'envoi à l'étranger de Missions Congolaises de recrutement, soit de toute autre manière (appel d'offres par voie de presse etc...);
- Répartition du Personnel ainsi recruté au prorata des besoins formulés par les provinces.

En conséquence de ce qui précède, il apparaîtrait désormais inutile de procéder à l'envoi de Missions exclusivement provinciales à l'étranger, chargées de recruter du personnel technicien, cette procédure allant à l'encontre de la coordination établie entre le Gouvernement Central et les Provinces, et risquant de placer celles-ci devant des engagements hatifs ou dépassant les ressources financières locales. Ne seraient pas moins à déconseiller des recrutements par appel d'offres émanant des Autorités Provinciales, et effectuées par voie de presse ou autrement.

Il faut souligner enfin que ces règles, si elles recueillaient l'adhésion de la Conférence, entreraient immédiatement en application, sans préjudice des dispositions contenues dans la circulaire n° 92/10123 du 6 octobre 1962, qui autorisait exceptionnellement et pour satisfaire aux besoins urgents des Administrations Provinciales, à procéder à des engagements limités de personnel technique sous contrat, à la seule condition de respecter les possibilités budgétaires et d'informer aussitôt le Ministère de la Fonction Publique de Léopoldville. En ce qui concerne les recrutements déjà opérés en vertu de cette circulaire, leur régularisation serait automatiquement effectuée dès que ledit Ministère en aurait été averti par les Provinces intéressées.

B.- Coordination à partir des offres d'assurances ou des demandes d'engagement :

Il faut également prévoir les cas où le processus du recrutement sera amorcé, non plus à partir de la détermination des besoins provinciaux, mais à partir soit d'offres d'assistance formulées par des Gouvernements étrangers ou des Institutions Internationales, soit de demandes d'engagement soumises par des techniciens étrangers agissant isolément.

Dans cette hypothèse, les modalités de la coordination indispensable des Provinces et du Gouvernement Central seraient les suivantes :



- Transmission par le Ministère de la Fonction Publique aux diverses Provinces, des candidatures isolées et des offres d'assistance bilatérale ou internationale parvenues au Gouvernement Central;
- Accord des Autorités Provinciales intéressées, sur l'opportunité des candidatures et des propositions d'assistance, en fonctions de leurs besoins du moment;
- Répartition des candidatures retenues et des techniciens offerts.

Il va sans dire que, si les candidatures et les offres d'assistances avaient été directement reçues par les Gouvernements Provinciaux, ceux-ci devraient les transmettre, avec avis favorable ou non, au Ministère de la Fonction Publique pour les suites nécessaires. Toutefois, dans une telle hypothèse, la Province intéressée viendrait, en priorité, pour la répartition du Personnel ainsi disponible entre les différentes Provinces en ayant besoin.

Les mesures exposées aux points A et B ci-avant sont proposées non seulement pour des motifs évidents de bonne administration, mais aussi en vertu du fait que le Gouvernement Central sera appelé à assurer, en tout ou en partie, la charge financière des dépenses découlant des recrutements envisagés. Les membres de la Conférence doivent se persuader que les Provinces se feraient un tort à elles-mêmes si, par un souci de particularisme et d'autarcie administrative, elles préféreraient procéder, isolément, sans coordination entre elles et avec le Gouvernement Central, à des recrutements hâtifs, mal préparés peut-être, et dont les résultats se révéleraient sûrement inférieurs à ce qui pourrait être atteint avec l'aide du Gouvernement Central.

Quoiqu'il en soit, le Ministère de la Fonction Publique, croit, pour sa part, qu'il serait peu judicieux d'accepter que de telles pratiques se généralisent; et il est décidé à refuser la régularisation des situations nées de recrutements opérés en dehors des règles qu'il appartiendra à la Conférence d'adopter sur la base des propositions formulées ci-dessus.

## II.- Régularisation et uniformisation des recrutements déjà effectués :

Dans cette rubrique, on vise le cas des recrutements effectués directement par les anciennes Provinces, comme celui des avantages indûment consentis à des techniciens recrutés soit par le Gouvernement Central, soit par les Autorités Provinciales. Pour tous ces cas, un besoin d'ordre et d'uniformisation des situations contractuelles se fait impérieusement sentir. On ne peut concevoir que des techniciens répondant aux mêmes critères d'engagement soient traités différemment suivant la collectivité nationale ou locale avec laquelle ils se seront liés.

A. En ce qui touche les recrutements opérés par les anciennes entités provinciales, le problème se pose, en effet, de procéder à leur uniformisation sur la base des conditions fixées par le contrat-type d'engagement de techniciens utilisé par les services du Ministère de la Fonction Publique. De nombreux contrats, passés isolément par certaines Provinces, ont révélé le caractère souvent personnel, partial, voire fantaisiste, des engagements alors effectués, soit en ce qui concerne les bénéficiaires de ces engagements, dont les qua-



lifications étaient nettement en-dessous des critères normaux répondant à leur emploi, soit en ce qui touche aux conditions financières et aux avantages accessoires, exagérément supérieurs à ce qu'il devait être. Pour mettre un terme à ces situations de sous-recrutement ou de sus-emploi, il y a donc lieu que la Fonction Publique réexamine l'ensemble des dossiers actuellement détenus dans les services provinciaux, et qui n'auraient pas été transmis jusqu'ici à Léopoldville. Tout spécialement, les indemnités non-conventionnelles octroyées, à des titres divers, à certains techniciens doivent être considérées comme des avances récupérables par le Trésor Congolais.

B.L'expérience prouve enfin qu'il est même des cas où des techniciens ont été engagés, travaillent et perçoivent un salaire, sans qu'aucun contrat n'ait été conclu jusqu'à présent, et sans que par conséquent, la régularisation de leur situation n'ait été accomplie. Hors les situations similaires entrant dans le cadre des rapports belgo-congolais, et qui ne pourront être réglées qu'après signature d'un accord de coopération technique entre les deux Pays, tous les agents se trouvant sous ce qu'il faut bien appeler un contrat tacite de louage de services devront donc voir préciser, toujours sur la base du contrat-type, leur condition actuelle au service de l'Etat Congolais.

="="="="="="="="="="="="="="="="



MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

Problème du logement des Agents  
de l'Administration.

Le problème du logement des fonctionnaires de l'Etat soumet à rude épreuve les services chargés d'y mettre bon ordre. La situation bien connue de crise généralisée qui sévit tant à Léopoldville que dans les localités de l'intérieur, les abus de toutes sortes commis par des occupants irresponsables, autant que les conflits multipliés entre les ayants-droit, ont compromis gravement la solution de ce problème par les Autorités compétentes.

Pour la seule ville de Léopoldville, le patrimoine immobilier de l'Etat à usage d'habitation est constitué de près d'un millier de maisons et d'appartements de types divers. Or, en face de ces possibilités, il a été dénombré près de cinq mille demandes de logement en nature émanant d'agents de l'Etat, soit approximativement cinq fois plus de prétendants.

Tel est le problème du logement, crucial et délicat on le voit, que doivent affronter chaque jour les services de la Fonction Publique. Ces services ne doutent pas que l'installation des nouvelles provinces va susciter aux gouvernements intéressés des problèmes d'une envergure analogue, et c'est pour les faciliter dans leur tâche quotidienne qu'ils leur proposent, par la présente note, l'adoption des principes et des mesures ci-dessous résumées, qui les ont aidés, pour leur part, à apporter en partie une solution à leurs difficultés.

- 1.- Jusqu'à une époque récente, les circonstances particulières, issues de l'Indépendance, avaient contrarié pour différentes raisons l'application des solutions élaborées par le ministère.

Cette situation amena le Gouvernement à adopter opportunément le système du traitement global, incluant, en plus du traitement de base, diverses indemnités, dont celle du logement. Les traitements furent donc revus, de façon à permettre à tous les agents de subvenir, toutes proportions gardées, et en fonction des possibilités limitées du Trésor, à la nécessité de se loger avec leur famille.

Il en résulte que, les agents de l'Administration, à quelque rang qu'ils appartiennent, n'ont plus aucun droit à l'attribution gratuite du logement en nature par l'Etat Congolais.



- 2.- Toutefois, comme la rareté des logements disponibles rendait absolument précaire la situation de ces agents et comme des contrats de location continuaient à lier l'Etat à ses bailleurs, l'Administration jugea opportun de maintenir le système d'allocation de logement en nature, mais en le limitant d'une part à certaines catégories d'agents, et en le soumettant, d'autre part à la condition du paiement d'un loyer raisonnable par les bénéficiaires de ces attributions.

La détermination de ces ayants-droit a été faite, bien entendu, en commençant par le sommet de la pyramide administrative, et en procédant vers les échelons inférieurs de la hiérarchie. Cette manière de fixer les attributions éventuelles de logements en nature avait l'avantage d'établir un ordre de priorité basé sur le rang des ayants-droit. Quant aux loyers, loin de s'inspirer des cours excessifs appliqués sur le marché privé, leur montant était fixé en s'écartant de tout esprit spéculatif, et en tenant compte des possibilités financières moyennes du personnel de l'Etat.

Tel a été l'objet des circulaires n° 9112/10387 et 9112/10388 du 13 octobre 1962 jointes à la présente.

- 3.- Il fallut enfin sévir contre les abus commis, soit en ce qui concerne l'occupation indue des locaux, soit en ce qui touche la dissipation ou la détérioration de leurs effets par des occupants irresponsables. Certaines règles ont pourvu à l'organisation d'un régime de contrôle rigoureux des entrées et sorties d'occupation, effectué soit par le Service des Travaux Publics - Léopoldville, soit par le Service du Logement du Ministère de la Fonction Publique.

La circulaire n° 9112/9722 du 27 septembre 1962, annexée à cette note, expose le détail des dispositions sus-dites, et les sanctions qui en renforcent l'application.

Le Ministère de la Fonction Publique espère que les services compétents des nouvelles Administrations provinciales trouveront dans les textes et dispositions résumés ci-avant un guide utile dans le travail d'élaboration des règles qu'ils jugeront souhaitable de se donner en matière de logement.

=====



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTERE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL  
SECTION UNIQUE

Léopoldville, ~~le 11 octobre~~ 1962

(1) N° 90/SG 010316 11.10-62

Note pour Messieurs les Ministres  
du Gouvernement Central (TOUS)

Suite à ma note N° 92/9934 du 2 octobre 1962 qui sollicitait vos observations et suggestions sur certaines questions relatives à l'organisation administrative des nouvelles Provinces et vu l'extrême urgence qu'il y a à rassembler cette documentation en prévision de la Conférence des Présidents Provinciaux du Mardi 16 octobre prochain, je vous propose, afin de gagner du Temps, d'autoriser et d'inviter le Secrétaire Général de votre Département à assister à une réunion de travail, qui se tiendra le 12/10/62, à 15 heures (Local 1111) dans la salle des Conférences du Building Administratif (1er étage), en vue de discuter, à la lumière de l'expérience particulière à vos services, des deux points soulevés par ma note précitée, à savoir :

- 1°.-) Examen du projet-type d'organigramme qu'il convient de proposer aux Présidents Provinciaux, pour une organisation rationnelle et économique de leur Administration;
- 2°.-) Etude du projet d'aménagement, en raison de l'insuffisance actuelle de cadres qualifiés à compétence exclusivement technique, de Services Administratifs polyvalents permettant leur utilisation par plusieurs Provinces, sous l'autorité du Commissaire d'Etat ou, à défaut, du Gouvernement Central.

Cette réunion de travail donnerait la possibilité au Ministère de la Fonction Publique de proposer des solutions tenant compte de l'aspect technique des problèmes soulevés par les deux points ci-dessus - problèmes qui, tout en concernant l'utilisation adéquate du Personnel Administratif existant, gagneraient cependant de toute évidence, à être solutionnés avec l'avis autorisé de votre Ministère.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,

A. KABANGI.

Min. par : Vieux  
et : Dard  
Dact. par : Mirabeau  
Coll. par : *dy* 1/10

11/10

*4*



C.MB./-

REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

Léopoldville, le

-----  
MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

N°92/009934-2-10-62.-

2me Direction - Etudes  
-----

NOTE POUR MESSIEURS LES MINISTRES  
DU GOUVERNEMENT CENTRAL ¶ TOUS ¶  
-----

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon Département vient d'adresser à Messieurs les Commissaires Spéciaux chargés de la répartition du patrimoine, la circulaire jointe en copie pour votre information, contenant des instructions détaillées sur les principes qui doivent présider à la répartition du Personnel Administratif en service entre les Provinces nouvellement créées (Annexe 1).

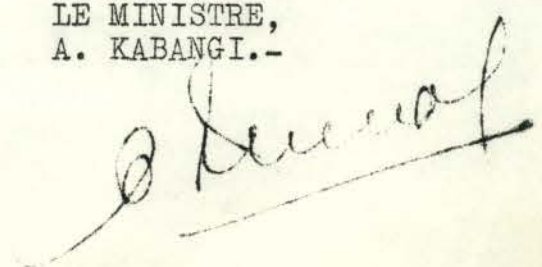
L'urgence de ce problème et la nécessité impérieuse d'éviter que la répartition susdite ne s'effectue dans l'anarchie, imposaient l'établissement d'un certain nombre de règles claires, mais suffisamment précises, fermes et souples, permettant de guider les Commissions Spéciales dans leurs travaux.

La présente circulaire a précisément visé ce but, en attendant que puisse être élaboré, de concert avec votre Département, un plan complet et concret de partage et de mise en place des effectifs dans les nouvelles provinces.

Pour mettre en oeuvre cette nécessaire collaboration de nos services, et n'ayant reçu aucune donnée de votre part, je vous envoie donc sous même couvert un projet-type d'organigramme des nouvelles administrations provinciales, avec note explicative (Annexe 2). J'apprécierai particulièrement que votre ministère puisse en faire l'étude, et me communiquer d'extrême urgence ses observations et ses suggestions.

Enfin, pour en revenir à la circulaire susdite, il me faut attirer spécialement votre attention sur le cas des agents à compétence exclusivement technique visés par le § B, 2, C. (pages 3 et 4) du texte. Le système de polyvalence proposé par la circulaire, permet de considérer ces agents comme au service de plusieurs provinces voisines sous le contrôle du Commissaire d'Etat, ou à défaut de ce dernier, du Gouvernement Central. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer, après étude, comment vos services envisagent concrètement la réalisation de ce système de collaboration interprovinciale au niveau des matières techniques entrant dans la compétence de votre Département.

L'intérêt des questions soulevées ici me fait espérer une réponse urgente de votre part, ce dont je vous remercie d'avance.-

14 LE MINISTRE,  
A. KABANGI.-  




---

Travaux effectués dans le  
cours de la préparation des  
Résolutions discutées en Commission  
et votées en Conférence plénière



1  
~

TEXTE des Résolutions proposées par le Département  
de la Fonction Publique, et adoptées en Commission  
Administrative.

~



ORGANISATION DES SERVICES POLYPROVINCIAUX  
A COMPETENCE TECHNIQUE.

-----

Point I.- Services Polyprovinciaux.

Considérant l'impérieuse nécessité de ne pas désorganiser les services de l'Administration et particulièrement ceux à compétence technique, qui fonctionnent dans l'étendue des anciennes provinces démembrées;

Considérant l'insuffisance des effectifs en techniciens qualifiés qui peuvent être affectés dans les nouvelles provinces;

Considérant l'impossibilité, dans bien des cas, de procéder à une répartition de l'outillage lourd, coûteux et formant un tout, et également l'impossibilité de dissocier le personnel spécialisé utilisant cet outillage sans risquer de provoquer l'arrêt ou le ralentissement du fonctionnement rationnel de ces services :

LA COMMISSION ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er:

La Commission recommande la création de services polyprovinciaux, travaillant au profit de l'ensemble des nouvelles provinces ayant constitué l'ancienne province.

Article 2:

La détermination de ces services et leur localisation éventuelle devra faire l'objet d'une étude des Ministères du Gouvernement Central compétents. Cette étude ainsi que les propositions qu'elle comportera seront portées à la connaissance des Autorités provinciales qui devront faire connaître leurs avis et observations éventuelles.

Article 3:

Tout en dépendant administrativement des Autorités provinciales dans le ressort duquel ils exercent provisoirement leurs fonctions, les agents appelés à ces services travailleront sous la direction technique et sous le contrôle hiérarchique des Ministres compétents du Gouvernement Central qui, dans chaque cas, tiendront compte des avis et propositions des provinces.

=====



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

Commission Administrative.

Résolution n° 4

FIXATION DES BESOINS PROVINCIAUX EN EFFECTIF NOUVEAU.

Considérant qu'il importe, pour assurer un recrutement optimum des agents sous statut ou sous contrat, que les Province adoptent certaines méthodes de travail rationnel à cet égard;

Considérant que la fixation de leurs besoins en personnel statutaire ou contractuel nouveau ne pourra être effectuée qu'en fonction de la détermination préalable des structures administratives, et, en conséquence, des postes qu'il reste à pourvoir, compte tenu des effectifs repartis dont ils ont hérité d'une partie;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er.

Le recrutement de personnel administratif nouveau sous statut ou sous contrat ne sera accompli qu'après que les Gouvernements Provinciaux intéressés auront pu établir un relevé complet et précis de leurs besoins.

Article 2.

Ce relevé des besoins provinciaux en personnel nouveau ~~seront~~ déterminés sur la double base des postes vacants à pourvoir dans la structure administrative provinciale, et des répartitions en effectifs dont ont déjà bénéficié les Provinces.

="="="="="="="="="="="="="="="



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

Commission Administrative.-

RESOLUTION N°5.

NOMINATION DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION.

Considérant que les dispositions de la Loi Fondamentale et de la réglementation en vigueur donne lieu à une divergence de vues quant à la détermination des Autorités compétentes en matière de nomination des agents de l'Administration ;

Considérant qu'il importe de préciser les compétences respectives du Chef de l'Etat, Président de la République, et des Présidents Provinciaux, en ce qui concerne la nomination des agents de 1ère et 2ème catégories appartenant aux Administrations Centrales et Provinciales ;

Considérant qu'une administration ne peut être viable sans un statut de la Fonction Publique et qu'en attendant que les provinces aient élaboré un texte propre à leurs agents, il convient d'appliquer l'ensemble de la réglementation en vigueur ;

Considérant qu'il importe de ne pas désorganiser l'Administration et le fonctionnement des services administratifs par l'application hâtive de réglementations particulières aux provinces;

LA COMMISSION ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er.

Les Présidents des Gouvernements Provinciaux sont compétents pour procéder aux nominations des Agents provinciaux à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Article 2.

La mise en application des présentes dispositions ne devant troubler en rien la marche régulière des opérations administratives, les Gouvernements Provinciaux confirment la pleine validité du statut général du 13 janvier 1959 et de toute la réglementation en vigueur, dont les dispositions relatives aux conditions et critères de nomination devront être, en tout état de cause, respectées.

Article 3.

Il appartient au Ministre de la Fonction Publique de tout mettre en oeuvre pour assurer la réalisation des vœux formulés par la présente résolution.

=====



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

-----  
Commission Administrative.  
-----

RESOLUTION N° 6.

PERFECTIONNEMENT DES CADRES ADMINISTRATIFS PROVINCIAUX.  
-----

Considérant les difficultés qui devront être sur-  
montées par les administrations provinciales pour assurer  
le fonctionnement de leurs services en raison de la forma-  
tion professionnelle insuffisante de leur personnel;

LA COMMISSION ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article unique.

Des cycles de formation accélérée et de perfec-  
tionnement seront organisés au profit du personnel admi-  
nistratif des Provinces. Ces cycles qui seront aussi bien  
théoriques que pratiques auront lieu suivant des modalités  
qui sont laissées à l'initiative du Ministre de la Fonction  
Publique.

="="="="="="="="="="="="="="="="



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

-----  
Commission Administrative.  
-----

RESOLUTION N° 8.

DECENTRALISATION DU BUREAU CENTRAL DES TRAITEMENTS (B.C.T)  
-----

Considérant que l'autonomie reconnue aux autorités Provinciales en ce qui concerne la gestion de leur personnel entraîne la possibilité effective de pourvoir légalement à la liquidation de leur traitement;

Considérant <sup>au sein</sup> que le ~~service de~~ <sup>la</sup> concentration des services y relatifs du B.C.T. du Ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central ne se justifie que pour des motifs matériels et techniques, qui revêtent, jusqu'à nouvel ordre, un caractère d'impérieuse nécessité dans l'intérêt même des Provinces;

LA COMMISSION ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er.

Il sera pourvu dès que possible, à l'établissement, au sein de chaque Province, d'un bureau local de contrôle et de liquidation des traitements des agents qui y sont en service,

Article 2.

En attendant, et compte tenu des exigences matérielles techniques propres aux opérations envisagées, le B.C.T. du Ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central continuera à effectuer comme par le passé, les tâches comptables lui incombant.

Article 3.

Entretiens, et pour faciliter le travail de ce bureau, il appartient aux Gouvernements Provinciaux de donner aux Ministères de la Fonction Publique du Gouvernement Central toutes les informations souhaitables en ce qui concerne les mouvements du personnel provincial comme en ce qui touche les retards qui pourraient se produire pour l'établissement des accreditifs à payer.

=e=e=e=e=e=e=e=e=e=



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

-----  
Commission administrative.  
-----

RESOLUTION N° 9.

TENUE UNIFORME ET INSIGNES POUR LES AGENTS DE L'ADMINISTRATION.  
-----

Considérant la nécessité pour des raisons d'ordre psychologique et administratif de doter les agents de l'administration d'uniformes distinctifs;

Considérant l'existence de tels uniformes sous le régime de la réglementation en vigueur;

Considérant, l'inopportunité, pour ne pas dire le danger, de doter les agents des Provinces de nouveaux uniformes aussi longtemps que des nouveaux statuts n'auront pas fixé de règles précises à cet égard;

Considérant la nécessité de marquer une distinction entre les agents des diverses provinces par l'apposition d'insignes particuliers propres à chaque Province;

LA COMMISSION A ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er.

Les agents de l'administration continueront à porter l'uniforme de leur cadre, tel qu'il est déterminé par la réglementation en vigueur, mais le port du casque et de la plaque est prohibé.

Article 2.

Les Provinces devront déterminer les caractéristiques de l'insigne distinctif qui sera apposé sur l'uniforme de leurs agents provinciaux.

="="="="="="="="="="="="="="="



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX.

-----  
Commission Administrative.  
-----

RESOLUTION N° 11

Considérant que le personnel administratif des Postes et Télécommunications en service dans les Provinces appartient, en vertu de la loi, aux cadres du Gouvernement Central;

Considérant d'autre part, l'indiscipline généralisée constatée dans l'exécution de leur mission par de nombreux agents de ces services;

Considérant l'urgence qu'il y a à mettre fin à une situation qui perturbe gravement les liaisons entre les différentes parties du Pays, aggrave et favorise l'insécurité, et ruine le développement des relations économiques intérieures et extérieures de la nation;

LA COMMISSION ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er.

Les Ministères compétents du Gouvernement Central sont invités de manière pressante à appliquer de toute urgence et avec la sévérité la plus énergique, les mesures disciplinaires de rigueur contre les agents des Postes et des Télécommunications, dont il serait avéré que la conduite professionnelle contribue à la désorganisation de leur service.

*se*

Article 2.

Les Gouvernements Provinciaux pour leur part, se chargent de veiller de manière spéciale, au fonctionnement des administrations de Postes et Télécommunications installées dans leur ressort, et d'apporter leur active collaboration aux mesures de redressement à prendre par le Gouvernement Central.

Article 3.

La présente résolution est adoptée sans préjudice des poursuites judiciaires à encourir, en vertu de la législation en vigueur, par les agents avérés fautifs dans l'accomplissement de leurs fonctions.

="="="="="="="="="="="



2

TEXTE des Résolutions remaniées et finalement  
adoptées par la Conférence plénière.

~



B.J./.

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX  
16 AU 23 OCTOBRE 1962.-  
--- 00 ---

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
=====

RESOLUTION N°1.

ORGANISATION DE SERVICES POLYPROVINCIAUX  
A COMPETENCE TECHNIQUE.  
=====

- Considérant l'impérieuse nécessité de ne pas désorganiser les services de l'Administration et particulièrement ceux à compétence technique, qui fonctionnent dans l'étendue des anciennes provinces démembrées ;

- Considérant l'insuffisance des effectifs en techniciens qualifiés qui peuvent être affectés dans les nouvelles provinces ;

- Considérant l'impossibilité, dans bien des cas, de procéder à une répartition de l'outillage lourd, coûteux et formant un tout, et également l'impossibilité de dissocier le personnel spécialisé utilisant cet outillage sans risquer de provoquer l'arrêt ou le ralentissement du fonctionnement rationnel de ces services ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1.-

La Conférence reconnaît l'impérieuse nécessité de rendre provisoirement inter-provinciales, les directions provinciales actuelles des télécommunications, les stations de radiodiffusion et certains laboratoires médicaux et vétérinaires.

Article 2.-

Les agents travaillant dans ces services dépendront techniquement et administrativement du Gouvernement Central.  
La conférence recommande toutefois qu'une collaboration efficace s'établisse entre ces agents et le Gouvernement provincial.

= = = = =



B.J./.-

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX

DU 16 AU 23 OCTOBRE 1962.-  
-----

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
=====

RESOLUTION N°2.

FIXATION DES BESOINS PROVINCIAUX EN EFFECTIF NOUVEAU.  
-----

- Considérant qu'il importe, pour assurer un recrutement optimum des agents sous statut ou sous contrat, que les Provinces adoptent certaines méthodes de travail rationnel à cet égard ;

- Considérant que la fixation de leurs besoins en personnel statutaire ou contractuel nouveau, ne pourra être effectuée qu'en fonction de la détermination préalable des structures administratives, Provinciales, et, en conséquence, des postes qu'il restera à pourvoir compte tenu des effectifs repartis dont chaque Province aura hérité d'une partie ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1.

Le recrutement de personnel administratif nouveau sous statut ou sous contrat ne sera accompli qu'après que les Gouvernements Provinciaux intéressés auront pu établir un relevé complet et précis de leurs besoins.

Article 2.

Ce relevé des besoins provinciaux en personnel nouveau sera déterminé sur la double base des postes vacants à pourvoir dans la structure administrative provinciale, et des répartitions en effectifs dont ont déjà bénéficié les nouvelles Provinces.

=====



CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX  
DU 16 AU 23 OCTOBRE 1962

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
=====

RESOLUTION - N°3.

NOMINATION DES FONCTIONNAIRES PROVINCIAUX.  
-----

Considérant que les dispositions de la Loi Fondamentale et de la réglementation en vigueur donnent lieu à une divergence de vues quant à la détermination des Autorités compétentes en matière de nomination des agents de l'Administration;

Considérant qu'il importe de préciser les compétences respectives du Chef de l'Etat, Président de la République, et des Présidents Provinciaux, en ce qui concerne la nomination des Fonctionnaires des première et deuxième catégories appartenant aux Administrations Centrales et Provinciales;

Considérant qu'une administration ne peut être viable sans un statut de la Fonction Publique, et qu'en attendant que les Provinces aient élaboré un texte propre à leurs agents, il convient d'appliquer l'ensemble de la réglementation en vigueur;

Considérant qu'il importe de ne pas désorganiser l'Administration et le fonctionnement des services administratifs par l'application hâtive de réglementations particulières aux provinces :

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1er : -

Les Présidents des Gouvernements Provinciaux sont compétents pour procéder aux nominations des fonctionnaires provinciaux, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Article 2

Les Provinces s'engagent à ne pas procéder à des nominations de fonctionnaires avant l'élaboration et l'adoption, par leurs assemblées provinciales, d'un statut propre à leurs fonctionnaires provinciaux.

Dans l'élaboration de ce statut, les Provinces se conformeront strictement aux dispositions des articles 247, 248 et 249 de la Loi Fondamentale.

La Conférence recommande aux Gouvernements provinciaux de respecter le droit d'option dont les fonctionnaires des Provinces voudraient user en vue de leur passage à l'Administration Centrale et vice-versa, sous réserve que l'application de ces principes ne puisse nuire à l'intérêt du Service Public.

La Conférence recommande que le Gouvernement Central élabore certaines dispositions générales tendant à établir des avantages minima en faveur des fonctionnaires de l'Administration publique, étant cependant bien entendu que les fonctionnaires nommés par le Chef de l'Etat dans les provinces gardent le bénéfice du droit acquis.

Par mesure transitoire, la Commission Spéciale des recours devra continuer son travail; une fois celui-ci terminé,



les nominations, en ce qui concerne les fonctionnaires en service dans les Provinces, seront réalisées par celles-ci, tandis que les nominations intéressant les fonctionnaires oeuvrant dans les services centraux seront réalisées par le Chef de l'Etat.

Article 3

Il appartient au Ministre de la Fonction Publique du Gouvernement Central de tout mettre en oeuvre pour assurer la réalisation des vœux formulés par la présente résolution.

-----



3.J./.-

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX  
16 AU 23 OCTOBRE 1962  
-- oo --

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
=====

RESOLUTION N°4.

MODALITES DE LA COORDINATION ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL  
ET LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX EN CE QUI CONCERNE LE  
RECRUTEMENT DES TECHNICIENS.

- Considérant que le recrutement des techniciens étrangers  
s'avère encore indispensable pour assurer dans différents domaines de  
l'activité provinciale, la marche régulière des services publics ;

- Considérant qu'il est de règle que les entités provinciales  
d'un Etat ne peuvent, en principe, entretenir de contacts avec les  
représentants des Etats Etrangers ou des Institutions Internationales  
que par l'intermédiaire des services du Gouvernement Central, et  
notamment de son Ministère des Affaires Etrangères ;

- Considérant que, pour un recrutement rationnel du personnel  
technicien et dans l'intérêt des provinces elle-mêmes, il s'avère nécessaire  
de préciser l'aide que le Gouvernement Central est susceptible de leur  
apporter à cet égard ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1.-

Il appartient à chaque Gouvernement Provincial de recenser  
ses besoins en effectifs techniciens nouveaux, et d'en  
soumettre la liste au Ministère de la Fonction Publique.

Article 2.

Le Ministère de la Fonction Publique est chargé de la  
centralisation des besoins exprimés par les différentes  
Provinces, et de poursuivre la satisfaction de ces besoins, au  
moyen de pourparlers menés par les services compétents du  
Ministère des Affaires Etrangères avec l'Etranger.

= = = = =



B.J./.-

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX

DU 16 AU 23 OCTOBRE 1962.-

-- oo --

COMMISSION ADMINISTRATIVE

RESOLUTION N°5.

PERFECTIONNEMENT DES CADRES ADMINISTRATIFS PROVINCIAUX.  
-----

- Considérant les difficultés qui devront être surmontées par les administrations provinciales pour assurer le fonctionnement de leurs services, en raison de la formation professionnelle insuffisante de leur personnel ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article unique.

Des cycles de formation accélérée et de perfectionnement seront organisés au profit du personnel administratif des Provinces. Ces cycles, qui seront aussi bien théoriques que pratiques, auront lieu suivant des modalités qui sont laissées à l'initiative du Ministère de la Fonction Publique.

= = = = =



B.J./.-

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX

DU 16 AU 23 OCTOBRE 1962.

----- cè ----

COMMISSION ADMINISTRATIVE

=====

RESOLUTION N°6.

DECENTRALISATION DU BUREAU CENTRAL DES TRAITEMENTS (B.C.T.)

-----

- Considérant que l'autonomie reconnue aux autorités Provinciales en ce qui concerne la gestion de leur personnel entraîne la possibilité effective de pourvoir également à la liquidation de leur traitement ;

- Considérant que la concentration des services y relatifs au sein du B.C.T. du Ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central ne se justifie que pour des motifs matériels et techniques, qui revêtent, jusqu'à nouvel ordre, un caractère d'impérieuse nécessité dans l'intérêt même des Provinces ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1.

Il sera pourvu, dès que possible, à l'établissement, au sein de chaque Province, d'un Bureau local de contrôle et de liquidation des traitements des agents qui y sont en service ;

Article 2.

En attendant, et compte tenu des exigences matérielles et techniques propres aux opérations envisagées, le B.C.T. du Ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central continuera à effectuer comme par le passé, les tâches comptables lui incombant.

Article 3.

Entretiens, et pour faciliter le travail de ce bureau, il appartient aux Gouvernements Provinciaux de donner au Ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central toutes les informations souhaitables en ce qui concerne les mouvements du personnel provincial, comme en ce qui touche les retards qui pourraient se produire pour l'établissement des accreditifs à payer.

= = = = =



B.J./.-

CONFERENCE DES PRESIDENTS  
PROVINCIAUX  
DU 16 AU 23 OCTOBRE 1962.-  
-- oo --

COMMISSION ADMINISTRATIVE.  
=====

RESOLUTION N°7.

TENUE UNIFORME ET INSIGNES POUR LES AGENTS DE  
L'ADMINISTRATION.  
-----

- Considérant la nécessité, pour des raisons d'ordre psychologique et administratif, de doter les agents de l'administration d'uniformes distinctifs ;

- Considérant l'existence de tels uniformes sous le régime de la réglementation en vigueur ;

- Considérant l'inopportunité, pour ne pas dire le danger, de doter les agents des Provinces de nouveaux uniformes aussi longtemps que des nouveaux statuts n'auront pas fixé de règles précises à cet égard ;

- Considérant la nécessité de marquer une distinction entre les agents des diverses provinces par l'apposition d'insignes particuliers propres à chaque Province ;

LA CONFERENCE ADOPTE LA RESOLUTION SUIVANTE :

Article 1.

Les agents de l'administration continueront à porter l'uniforme de leur cadre, tel qu'il est déterminé par la réglementation en vigueur, mais le port du casque et de la plaque est prohibé.

Article 2.

Les Provinces devront déterminer les caractéristiques de l'insigne distinctif qui sera apposé sur l'uniforme de leurs agents provinciaux.

= = = = =



---

ANNEXES N° II

Etudes à caractère général  
et travaux divers d'organisation ou  
de Réforme Administrative.

---



---

ANNEXES N° I

Modèles de notes d'Avis sur  
des dossiers Administratifs  
inclus dans les.

---





Ministère de la Fonction Publique  
Cabinet du  
Secrétaire Général

Objet : Propositions  
de l'arsing du  
contrat Etat-En-  
général / Soc. Inuit.  
Familiales. -

Note d'avis

I.. On ne peut se fier aux émotions vives  
par la lettre ci-jointe au renouvel-  
lement du bail liant le gouverne-  
ment à la Société Inuit.  
Familiales. En effet :

- les propositions 2<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>  
mettent l'administration dans une  
position de "précarité", et sans au-  
cun recours contre le mauvais -  
confort éventuel du bailleur.

- les propositions 1<sup>o</sup>, d'autre  
part, auraient pour effet de déclen-  
cher des mouvements de hausse  
généralisés des loyers payés par le  
gouvernement, et constitueraient, de ce  
fait, un précédent extrêmement  
dangereux. Le gouvernement ne  
peut d'ailleurs accepter de faire  
le jeu de la spéculation qui sevit  
actuellement en matière de  
logement.

II. Le dossier soumis à notre avis ne  
comporte pas le contrat passé avec  
la Société Inuit ; nous ne



savoirs donc pas à quelle date  
a été ou doit être renouvelé  
le bail.

Quel que soit le cas, il semble  
cependant que la seule solution  
(et la seule reprise) à apporter au  
problème est d'activer la prépara-  
tion d'une législation prévoyant  
le bail à long de l'Administration  
pour la raison des circonstances ex-  
ceptionnelles qu'elle comporte.

Respectueux

24/10



Léopoldville, le

MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

N° 92 /

2me Direction - Etudes

## NOTE D'AVIS POUR MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL A LA FONCTION PUBLIQUE.

- I.- La solution que vous proposez est parfaitement valable sur le plan juridique, et l'article 2 pourrait être libellé comme suit :
- " Le présent contrat est conclu pour une durée de 2 ans.
  - " Il prend effet au 1er août 1962.
  - " Pour l'application du présent contrat en ce qui concerne le calcul du temps de service effectif rendu à l'Administration, la date de prise d'effet est fixée au 13 janvier 1962, conformément à l'art.11 - al.5 ci-après et au dossier de l'intéressé".
- II.- Je crois cependant opportun de rappeler que, dans la bonne politique administrative, il n'est pas recommandable, en règle générale, d'apporter des modifications au texte d'un contrat-type. Si l'Administration a cru opportun de se fixer un modèle de convention d'engagement, c'est pour tracer, à l'intention de la Direction intéressée, le cadre précis dans lequel les engagements doivent être effectués. Il serait donc un précédent fâcheux d'inclure au contrat type, qui a servi au recrutement de Mr. TURNIER, des clauses spéciales de quelque nature que ce soit.

Ce principe étant rappelé, rien n'empêche cependant d'annexer à la convention susdite une note signée par le Secrétaire Général de la Fonction Publique, et adressée à l'intéressé pour lui permettre de bénéficier, comme de juste, des 8 mois déjà passés au service de l'Etat pour le calcul de la période de son congé.

Cette note n'aurait qu'à se référer à l'art.11, al.5 du contrat, qui vise exactement le cas qui nous intéresse :

- " Le droit de jouissance au congé de reconstitution est acquis dès la fin du terme prévu par le contrat. Pour l'application du présent alinéa, le temps de service effectif précédant l'entrée en vigueur du présent contrat et suivant le dernier congé de reconstitution, entre en ligne de compte".

La note soulignerait en outre que le droit au congé étant rattaché directement au temps de service effectivement rendu par l'intéressé, il n'est que normal de tenir compte des 8 mois de travail que ce dernier a fourni, du 13 janvier au 31 juillet 1962 à l'administration provinciale de Léopoldville, avant d'être repris au Gouvernement Central. Il s'agit là d'un droit acquis que le remplacement de son contrat d'engagement initial par le nouveau contrat ne peut en aucune manière venir compromettre.

En conclusion, j'estime que la formule que vous avez proposée peut être valablement utilisée, mais compte tenu du précédent fâcheux qu'elle constituerait, je crois que la solution de remplacement exposée ci-dessus serait plus sage et plus simple. J'ajoute que si elle emportait votre approbation, il faudrait cependant supprimer certains paragraphes ou membres de phrases dans l'art.2 et le libeller comme suit :

- " Le présent contrat est conclu pour 2 ans.
- " Il prend effet au 1er août 1962 ".

SERGE VIEUX.  
CONSEILLER TECHNIQUE.

2e/xi



REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

2ème Direction - Etudes

Léopoldville, le

No. 92/009603-21-9-62.-

TRANSMIS copie pour information,  
à MM. les Ministres du Gouverne-  
ment Central ( T O U S )

OBJET :

Répartition des effectifs  
en personnel entre les diffé-  
rentes provinces.-

A Messieurs les Commissaires  
Spéciaux du Gouvernement Central  
à

Le problème urgent de la répartition du personnel admi-  
nistratif en service dans les anciennes provinces a fait l'objet  
de mes télégrammes 92/736 du 24 août et 5238 du 17 septembre 1962,  
ainsi que du communiqué paru dans la presse locale du 19/9/62, dont  
vous avez certainement dû prendre connaissance.

Pour faciliter l'application des principes de répartition  
posés dans les textes ci-dessus, je crois opportun de vous exposer  
par la présente circulaire les motifs pressants qui m'ont amené à  
les adopter et de vous préciser le sens qu'il convient de leur don-  
ner.

Exposé des motifs de répartition.

A.- La précipitation dans laquelle vont s'opérer la réor-  
ganisation administrative des nouvelles entités provinciales et le  
partage entre ces dernières des effectifs en service dans les an-  
ciennes provinces, rendaient absolument nécessaire et urgent de pro-  
céder à la détermination de quelques règles simples mais précises  
permettant de répartir équitablement le patrimoine humain des pro-  
vinces disparues. Il importait également, en attendant la mise en  
place définitive des nouvelles structures administratives dont se-  
ront dotées les provinces récemment créées, que soit assurée la né-  
cessaire continuité de la vie administrative du pays, et que tout  
soit mis en oeuvre pour éviter l'anarchie qui ne manquerait pas de  
s'instituer si chacun était laissé libre d'agir à sa guise.

Parallèlement à ces motifs d'opportunité, certaines con-  
sidérations d'ordre juridique permettent au Ministre de la Fonction  
Publique de fixer les règles relatives à la répartition du personnel  
administratif existant dans les anciennes provinces :

1. les Commissaires Spéciaux, légalement investis de  
l'autorité nécessaire à l'effet de partager, au sein  
des commissions ad hoc, le patrimoine matériel des pro-  
vinces disparues, doivent être considérés comme pareil-  
lement compétents pour assurer la répartition du patri-  
moine humain tel que défini ci-dessus
- 2.- le pouvoir réglementaire du Ministre de la Fonction  
Publique l'habilitant à effectuer les déplacements du  
personnel dans l'intérêt du service, pouvait et devait,  
en l'occurrence, être délégué aux commissaires spéciaux  
envoyés sur place, en tant que représentants du gouver-  
nement central.



Telles sont donc les considérations qui m'ont amené à vous formuler les directives générales consignées dans les cables et dans le communiqué rappelé en référence ci-dessus.

## B.- Commentaires explicatifs des principes de répartition

Le personnel administratif existant dans les anciennes entités provinciales était rattaché à 3 échelons : territorial, du district, provincial. Ainsi s'explique que, compte tenu des exigences propres à chacune de ces catégories d'agents, aient été déterminés trois groupes de principes différents.

### 1.- Principes relatifs aux agents du cadre territorial.

Sont des agents territoriaux ceux qui, dans le cadre des anciennes provinces, avaient une compétence géographiquement limitée à un territoire déterminé, exemple : l'administrateur territorial. Comme la plupart des territoires conservent leurs anciennes limites à l'intérieur des nouvelles provinces, le principe de base adopté est le suivant : les agents territoriaux tels que définis ci-dessus doivent obligatoirement rester sur place et aucune mutation ne peut avoir lieu. Néanmoins comme il est à prévoir que certaines considérations personnelles inciteront certains d'entre eux à solliciter leur déplacement et leur réaffectation dans un autre territoire, l'acheminement et l'examen de leur requête obéiront aux règles suivantes :

- a).- toute demande de déplacement d'un agent territorial devra être motivée par des considérations exceptionnelles dues aux circonstances nouvelles;
- b).- elle devra être transmise par la voie hiérarchique régulière ou par le truchement du commissaire spécial avec avis motivé de l'autorité supérieure dont dépend l'intéressé;
- c).- elle ne pourra être examinée et éventuellement agréée qu'après établissement définitif des nouvelles structures administratives des provinces, afin de tenir compte des impérieuses nécessités du service, qui ne doit subir en aucun cas une interruption.

### 2.- Principes relatifs aux agents du district.

Sont des agents du district ceux qui, dans le cadre des anciennes provinces, avaient compétence pour exercer leurs attributions dans l'ensemble et dans les limites d'un district déterminé. Exemple : le commissaire de district. Il s'agit ici de distinguer soigneusement deux hypothèses, selon que les districts antérieurement existants ont été intégralement englobés dans une nouvelle province ou selon qu'ils se sont vus partagés entre deux ou plusieurs nouvelles provinces.

#### Première hypothèse :

Il est normal que, la première préoccupation à avoir étant de maintenir autant que possible la continuité des services existants, le principe de base à adopter soit le même que celui qui prévaut pour les agents de territoire : les agents en service dans les districts englobés dans une nouvelle province resteront donc obligatoirement à leur poste et toute éventuelle demande de mutation de leur part sera soumise aux conditions ci-dessus fixées pour les agents territoriaux.



Deuxième hypothèse :

En ce qui concerne les agents en service dans les districts partagés entre deux ou plusieurs provinces il y a lieu de procéder à une répartition de ces agents. Cette répartition devra tenir compte de deux impératifs : l'équité et l'efficacité. En conséquence les principes qui doivent guider les commissions de répartition sont les suivants :

- a).- pour que la répartition des effectifs du district soit équitable entre les nouvelles provinces intéressées il faudra tenir compte de l'importance respective des fractions du district partagé au triple points de vue : géographique, démographique et économique.

Il se comprend en effet que telle fraction du district entrant dans une nouvelle province, et qui aurait une population importante ou une activité économique plus développée que telle autre fraction du district entrée dans une province voisine, bénéficie proportionnellement d'un effectif plus nombreux et mieux qualifié pour maintenir le fonctionnement et le rendement de son appareil administratif à son ancien niveau.

- b).- en principe des considérations d'ordre purement ethnique ne devraient pas jouer un rôle décisif dans les répartitions à effectuer. Toutefois, pour obéir à des circonstances de fait particulières et s'imposant avec une force irrésistible, comme c'est le cas au Kasai par exemple, il peut se concevoir que les partages aient à tenir compte de telles considérations.
- c).- en ce qui concerne cependant les agents dotés de compétence à caractère technique, ce à quoi il importe essentiellement de veiller est que leur service ne subisse aucune désorganisation résultant de mutations inopportunes.

A titre d'exemple on peut considérer comme personnel doté de compétence à caractère technique les agents de district, notamment ceux engagés sous-contrat de technicien, ayant dans leurs attributions la responsabilité du fonctionnement des services administratifs suivants :

- Travaux Publics
- Agriculture - Eaux & Forêts
- Santé Publique
- Transports et communication
- Conservation foncière etc...

Pour ces agents deux hypothèses sont à envisager :

- ou bien ils sont en nombre suffisant dans le district partagé pour être mis au service des nouvelles provinces bénéficiaires du partage = dans ce cas, à vrai dire exceptionnel dans l'état actuel des choses, une répartition équitable pourra avoir lieu en tenant compte des critères d'importance géographique, démographique et économique d'une part et aussi en ayant toujours à l'esprit le fait que certains services techniques ont besoin pour fonctionner convenablement d'un minimum de plusieurs agents coopérant quotidiennement et au même endroit.



- ou bien, ce qui est vraisemblablement le cas le plus courant, ces agents techniques sont si peu nombreux qu'une répartition entre les nouvelles provinces intéressées ne serait même pas arithmétiquement possible. Dans ce cas il y aura lieu de maintenir ces agents sur place, c'est-à-dire dans la nouvelle province qui a recueilli la localité où ils se trouvent, mais leur compétence (et celle du service dont ils assurent la marche) rayonnera sur l'ensemble des provinces intéressées au partage du district. Le Commissaire Spécial devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires en collaboration étroite avec les autorités provinciales compétentes pour que les dites provinces puissent profiter au maximum du service maintenu dans l'une d'elles, mais polyvalent pour toutes.

Autant pour éviter tout risque de frictions entre les provinces intéressées, qui auront tendance à vouloir chacune s'appropriier l'exclusivité ou l'antériorité du service, que pour préserver l'indépendance et l'action professionnelle des agents responsables, il est indispensable que de tels services, en raison de leur polyvalence, soient placés sous l'autorité directe du Commissaire d'Etat, représentant permanent du Gouvernement Central et revêtu, de par ses fonctions, de l'autorité et de l'impartialité nécessaires.

Provisoirement et ce, jusqu'à la désignation d'un Commissaire d'Etat, le Commissaire spécial sera chargé de ces fonctions.

- d).- l'appréciation des différents critères ci-dessus est laissée au sens de l'opportunité des commissions spéciales dont les décisions de répartition doivent être respectées par tous, sous réserve bien entendu des requêtes individuelles de mutation qui seraient ultérieurement présentées par certains agents de district et ne seraient examinées que conformément aux règles précédemment fixées pour les agents territoriaux.

### 3.- Principes relatifs aux agents des anciennes provinces.

Sont considérés dans la présente circulaire, comme agents des anciennes provinces ceux qui exerçaient leurs attributions dans l'ensemble et dans les limites du cadre géographique d'une ancienne province. Exemple : le Secrétaire général provincial et tous les agents administratifs affectés aux différents services (Affaires pénitentiaires, sociales, économiques etc...) de l'ancienne province.

Comme il n'existe évidemment pas d'ancienne province qui n'ait donné naissance à plusieurs autres, les principes de répartition appliqués en l'occurrence devront être ceux définis dans le cas des agents de districts partagés entre plusieurs nouvelles provinces.

### 4.- Principes communs à tous les agents.

- a).- Les commissions de répartition devront s'abstenir dans leur répartition de s'occuper du personnel ayant fait l'objet de désignation politique, et irrégulièrement introduits dans les cadres administratifs en de-



hors des règles statutaires.

Pour permettre une éventuelle régularisation de la situation de certains d'entre eux, il est demandé aux commissaires spéciaux de faire établir de toute urgence une liste de ce personnel se trouvant en place dans leurs provinces. Cette liste devra être aussitôt transmise au Ministre de la Fonction Publique du gouvernement central, accompagnée de dossiers aussi complets que possible. Les intéressés se trouvant dans la situation sus-dite, et remplissant les conditions jugées adéquates, pourraient faire l'objet d'un engagement sur la base d'un contrat de travail en qualité de simples agents d'administration.

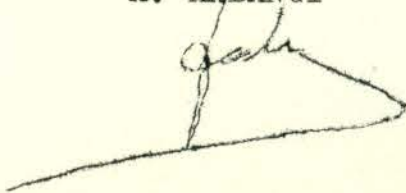
- b).- Les instructions faisant l'objet de la présente circulaire sont valables pour tous les agents administratifs, qu'il s'agisse de fonctionnaires sous statut ou d'agents sous contrat, et que ces derniers soient citoyens congolais ou ressortissants étrangers.
- c).- L'envoi d'une délégation du Ministre de la Fonction Publique étant envisagée pour aider à la régularité des opérations et à l'exécution des présentes directives, il est instamment demandé aux commissaires spéciaux de tout mettre en oeuvre pour une coopération aussi étroite que possible entre les commissions de répartition qu'ils président et les délégués du Ministre de la Fonction Publique chargés de les éclairer au besoin.
- d).- Bien qu'il faille prévoir une sensible augmentation des effectifs nécessaires aux nouvelles provinces, il est fortement recommandé aux commissaires spéciaux d'empêcher, par tous les moyens en leur pouvoir, qu'il soit procédé à des engagements hâtifs de nouveaux personnels et ce jusqu'à ce qu'aient été définis les structures administratives des provinces, et, sur la base de ces structures, leurs besoins précis en personnel nouveau.

Provisoirement il conviendra donc que les nouvelles autorités provinciales profitent au mieux des effectifs existants mis à leur disposition, afin d'assurer le démarrage administratif des nouvelles provinces et l'indispensable continuité du service public qui constitue, à n'en pas douter, le premier fondement des directives de cette circulaire.

La présente circulaire est envoyée en plusieurs exemplaires à chaque commissaire spécial qui est chargé de la distribuer et de la commenter aux membres des commissions de répartition, aux autorités provinciales et aux agents administratifs qui en feraient la demande.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

A. KABANGI





## I. CONCEPTION DE L'ADMINISTRATION PROVINCIALE

### A.- Structure de base.

L'Administration provinciale peut se concevoir sous diverses formes tant en fonction des impératifs fonctionnels que des impératifs d'ordre politique. Les impératifs d'ordre politique détermineront notamment s'il convient de confier la responsabilité et ou le fonctionnement d'un à plusieurs services provinciaux à une autorité politique ou si au contraire l'ensemble des services provinciaux peut être placé sous la direction administrative d'un " Chef " responsable vis-à-vis du Président provincial chargé de faire exécuter par ses services les décisions prises collégialement par le Conseil des ministres provinciaux dont certains peuvent être investis d'une spécialisation plus particulière. Si on veut un point de comparaison assez large c'est selon la première acceptation de la formule actuelle du Gouvernement Central où chaque Ministre gère un Département et selon la seconde " acceptation du système communal " où le Bourgmestre aidé du Secrétaire communal dirige l'administration communale, certains membres du conseil communal nommés échevins s'intéressant plus particulièrement au secteur de sa compétence.

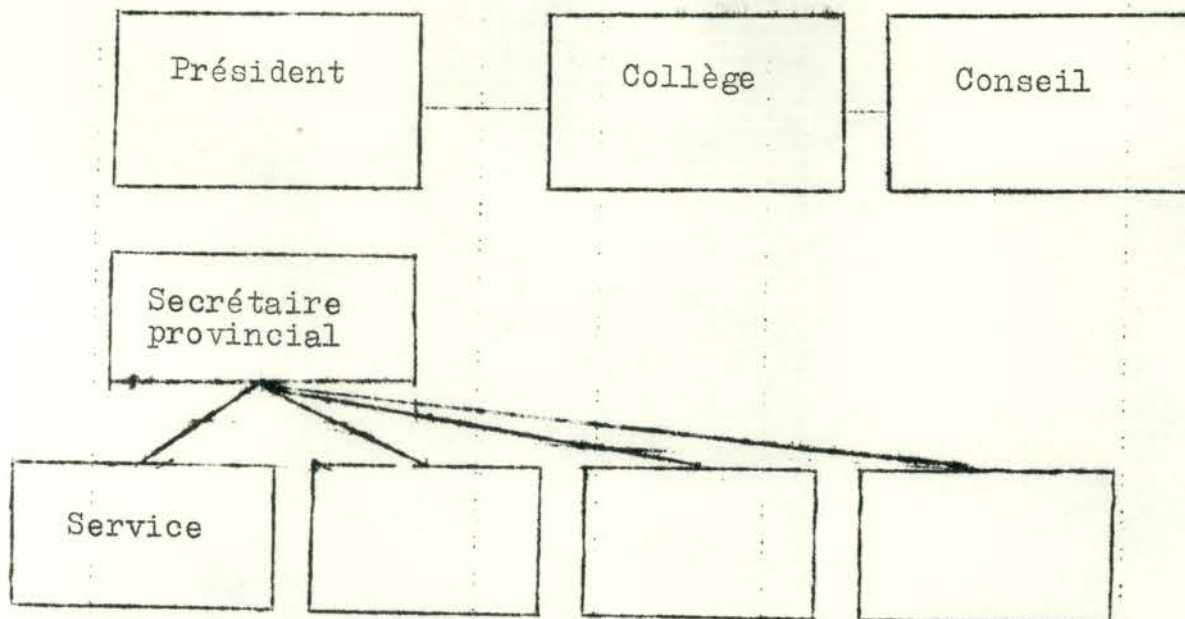
Compte tenu de la faible étendue des nouvelles entités provinciales et de la réduction corrélative du volume des affaires à traiter, c'est semble-t-il vers cette seconde formule qu'il convient de s'orienter.

Organiquement, cette conception de l'administration provinciale se présenterait comme suit :

- 1° Le Président provincial responsable politique de la bonne administration de la province vis-à-vis du Gouvernement Central et du conseil provincial.
- 2° Les ministères provinciaux membres du collège provincial chargé de surveiller la politique en secteur des intérêts provinciaux et aidant le Président provincial dans sa tâche politique.
- 3° Le Secrétaire provincial responsable administratif (exécutif) du fonctionnement des services provinciaux. Les avantages de cette formule seraient les suivants :
  - 1) l'administration provinciale pourrait être édifiée suivant une formule type fonctionnelle indépendante des impératifs politiques qui peuvent exiger une multiplication des membres de collège ( Ministres provinciaux ) de façon à assurer la majorité politique au sein du conseil.
  - 2) Le Secrétaire provincial peut diriger au point de vue administratif tous les services provinciaux, assurer la coordination des travaux et pallier éventuellement aux défaillances des chefs de service spécialisés. Il assurera également la continuité du fonctionnement de la machine administrative à travers les vicissitudes du pouvoir politique. En cas de défaillance grave dans l'administration de la province exigeant l'intervention du pouvoir central, c'est à ce niveau que pourra être désigné le commissaire spécial chargé de redresser la situation. C'est également le Secrétaire provincial qui dirigera vers les services compétents les correspondances émanant de particuliers et qui sera le chef administratif supérieur du personnel provincial et de territoires.
  - 3) Les actes législatifs et réglementaires seront signés à la fois par le Président provincial et par le ou les membres du collège intéressé par la question qui seront responsables vis-à-vis du conseil. Cette formule assure ainsi l'unité de commandement de l'exécutif et la pluralité de la responsabilité politique.

.../...



B.- Compétence.

Ne doivent être laissées à la compétence des provinces que les activités dont la finalité se situe dans le cadre provincial. En effet, si on s'écarte de ce principe, la réalisation de la conception des choses d'une province ne pourra se concrétiser qu'en débordant du cadre de la province, ce qui est inconcevable dans le respect de l'autonomie et la compétence des autorités provinciales sur le territoire leur attribué.

Il convient dès lors de déterminer les activités qui peuvent être conçues, décidées et réalisées dans les limites de la province par les autorités provinciales au moyen des ressources provenant ou accordées à la province.

Peuvent être considérées comme répondant à ce critère, les activités suivantes :

- 1° L'organisation administrative interne de la province ;
- 2° Le recrutement, la gestion du personnel provincial ;
- 3° La rédaction des actes législatifs et réglementaires de pouvoir provincial ;
- 4° Les actes judiciaires ;
- 5° L'exécution de la réglementation sur les cultes ;
- 6° Les questions relatives aux établissements pénitentiaires relevant de pouvoir provincial ;
- 7° Le moniteur provincial ;
- 8° La promotion sociale ;
- 9° Action pour la Jeunesse et les sports ;
- 10° L'assistance sociale ;
- 11° Les bienfaisances publiques ;
- 12° La politique salariale ;
- 13° Les conflits collectifs de travail ;
- 14° Le plein emploi et chômage ;
- 15° La politique provinciale ;
- 16° L'application du régime électoral ;
- 17° le maintien de l'ordre ;
- 18° L'immatriculation et le recensement de la population ;
- 19° Elaboration et contrôle de l'exécution du budget provincial ;
- 20° Le contrôle de la gestion financière des pouvoirs subordonnés ;
- 21° Législation finale régionale ;
- 22° Enrôlement, perception et vérification, recouvrement, comptabilité des impôts régionaux ;
- 23° Comptabilité provinciale ;
- 24° Contrôle des comptables ;
- 25° Gestion des magasins provinciaux ;
- 26° Législation régionale à caractère économique ;
- 27° Détermination des prix maxima et inspection ;
- 28° Application de la législation commerciale ;
- 29° Approvisionnements ;

.../...



- 30° Etudes du développement économique et commercial et de la distribution ;
- 31° Contrôle des denrées alimentaires ;
- 32° Contrôle des poids et mesures ;
- 33° Organisation régionale des transports et coordination avec l'infrastructure nationale ;
- 34° Transports publics locaux ;
- 35° Promotion des exportations des produits régionaux ;
- 36° Exécution de la législation nationale sur les licences d'importation et exportation ;
- 37° Contrôle des hôtels ;
- 38° Industrialisation ;
- 39° Promotion des classes moyennes et artisanat - le développement communautaire et le mouvement coopératif ;
- 40° Crédits pour le développement ;
- 41° Délivrance des concessions minières ;
- 42° Régime des eaux ;
- 43° Tenue du cadastre ;
- 44° Conservation et enregistrement des titres de propriété et hypothèque ;
- 45° Octroi des terrains domaniaux ;
- 46° Expropriation ;
- 47° Politique agricole ( culture et élevage ) programme de développement, cultures nouvelles ;
- 48° Législation sur les exploitations forestières ;
- 49° Reboisement, aménagement de forêts ;
- 50° Pêche et pisciculture ;
- 51° Génie rural ;
- 52° Application de la législation vétérinaire, mesure d'exécution, prophylaxie ;
- 53° Plans d'urbanisation ;
- 54° Autorisation de bâtir ;
- 55° Réalisation des constructions de pouvoir régional ;
- 56° Gestion du patrimoine immobilier ;
- 57° Politique du logement ;
- 58° Construction des routes d'intérêt local et coordination dans le réseau d'intérêt général : entretien, signalisation ;
- 59° Distribution eau et électricité ;
- 60° Organisation de la lutte anti-incendie ;
- 61° Achat, entretien, réparation de matériel routier et de transport ;
- 62° Organisation et contrôle de l'assistance médicale et de la lutte contre les endémies ;
- 63° Laboratoires médicaux à compétence normale ;
- 64° Application de la législation nationale et internationale sur l'hygiène, mesure de prophylaxie ;
- 65° Contrôle des pharmacies ;
- 66° Organisation et fonctionnement de l'enseignement primaire, normal, moyen et technique, subsidiation ;
- 67° Agréation ;
- 68° Oeuvres périscolaires ;
- 69° Bibliothèques publiques.

="="="="="="="="="="="="="="="="



## II. Structure des services provinciaux.

Divers impératifs sont à prendre en considération :

- 1) la pénurie momentanée de cadres formés qui impose d'utiliser au maximum les agents qualifiés.
- 2) la nécessité d'éviter la tendance au gonflement d'effectifs ( effet de la loi de Pakistan qui veut que les chefs administratifs ont naturellement tendance à gonfler leur service pour se donner de l'importance et justifier une élévation de grade justifiée par le nombre d'unités qu'ils dirigent.
- 3) la faible étendue de provinces.
- 4) les possibilités budgétaires.
- 5) les inconvénients d'un cloisonnement trop grand des activités qui constituent une entrave à la coordination et à l'expédition rapide des affaires.

Compte tenu de ces données, la structure suivante pourrait être recommandée.

- 1) Service de la Fonction Publique et des Affaires Administratives et Judiciaires :

Compétence : Personnel  
Contentieux  
Pénitentiaire  
Affaires Judiciaires

- 2) Services des Affaires Politiques, Intérieures et Sociales :

Compétence : Droit public et institution  
Tutelle de pouvoirs subordonnés  
Police  
Travail  
Promotion sociale  
Affaires coutumières  
Organisation territoriale

- 3) Service des Affaires Economiques et Agricoles :

Compétence : Commerce - Approvisionnement  
Industrie  
Transport  
Affaires foncières  
Mines  
Agricultures ( culture, forêt, pêche )  
Vétérinaire  
Classes moyennes et artisanat  
Plan et coordination, développement communautaire

- 4) Service des Travaux Publics :

Compétence : Bâtiments civils  
Routes  
Mécanisation  
Eau et électricité

- 5) Service Médical :

Compétence : Organisation des hôpitaux et dispensaires  
Laboratoire  
Hygiène

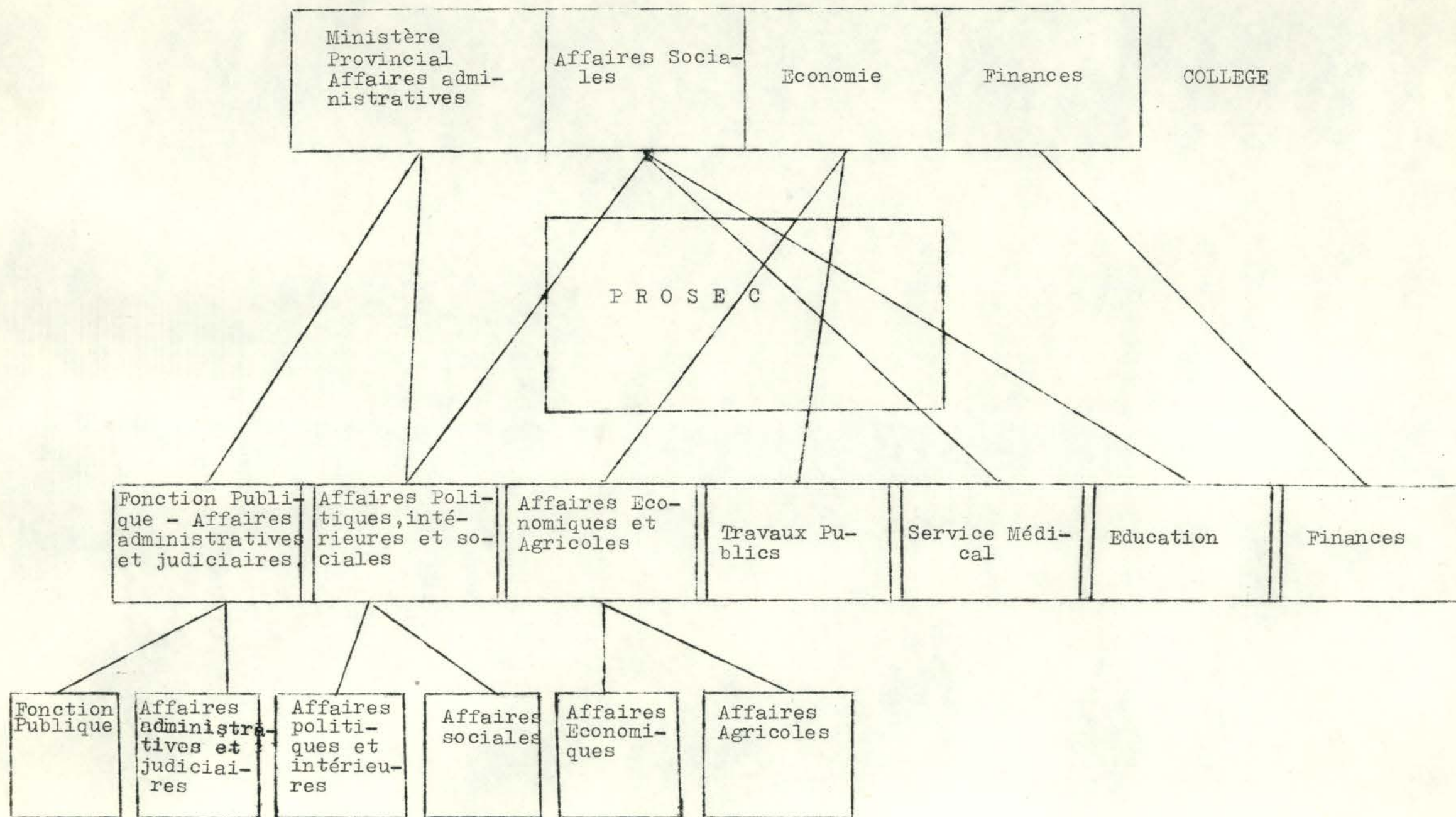
- 6) Service de l'Education :

Compétence : Enseignement primaire, secondaire et technique.

- 7) Service des Finances :

Compétence : Budget  
Impôt  
Comptabilité.





Dédoubllement possible



C.MB./-

REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

2me Direction - Etudes

Léopoldville, le 6 octobre 1962

N°92/ 010123

OBJET :

Nouveau recrutement agents

TRANSMIS copie pour information, à MM.  
les Ministres du Gouvern. Central

Ø T O U S Ø

Copie à MM. les Présidents des  
Gouvernements Provinciaux (TOUS)

A Messieurs les Commissaires Spéciaux  
du Gouvernement Central (TOUS)

A

Par circulaire 92/9603 du 21 septembre 1962 je vous ai fait connaître le sens précis qu'il convenait de donner à mes cables du 24 août et du 17 septembre précédents relatifs aux règles qui doivent présider à la répartition des effectifs en personnel entre les nouvelles provinces.

La présente circulaire a pour objet :

- 1° de rappeler votre attention sur l'impérieuse nécessité de ne procéder à aucun nouveau recrutement d'agents jusqu'à ce qu'aient été définitivement fixées les structures administratives des provinces et, sur la base de ces structures, les besoins précis en personnel nouveau qui pourront se faire sentir. En conséquence il conviendra que vous insistiez auprès des nouvelles autorités provinciales pour qu'elles essaient d'assurer le démarrage administratif de leur gouvernement au moyen des effectifs existants mis à leur disposition lors de la répartition du patrimoine.

Si exceptionnellement, et pour répondre à des besoins pressants et indiscutables, il s'avérait indispensable de procéder à certains engagements sous contrat (je pense notamment à des engagements de techniciens), ceux-ci devraient obéir aux règles suivantes :

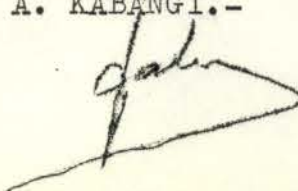
- a) rester dans les limites des effectifs budgétaires admis pour les anciennes provinces et qui ont été répartis entre les nouvelles ;
- b) faire l'objet d'une information adressée d'urgence au ministère de la Fonction Publique du Gouvernement Central.

Par ailleurs, pour permettre aux services du Ministère de la Fonction Publique de se faire une opinion sur la légitimité budgétaire des nouveaux recrutements, j'apprécierais que vous me fassiez parvenir par la même occasion un état des effectifs inscrits au budget de l'ancienne province.

- 2° de demander que soient adressés par vos soins au ministère de la Fonction Publique, et dans les délais les plus courts, un tableau numérique des répartitions du personnel tant national qu'étranger effectuées par la commission de partage, et une liste nominative des agents transférés en vertu de ces répartitions (modèles joints).

La présente circulaire vous est adressée en plusieurs exemplaires afin que, par votre intermédiaire, elle soit distribuée et commentée aux autorités provinciales habilitées à collaborer à leur pleine exécution.-

LE MINISTRE,  
A. KABANGI.-





---

1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2

I.- Agents nationaux rattachés à l'ancien échelon provincial.

[illegible]



de \_\_\_\_\_

.....

100

[illegible]



Ancienne Province  
de

Tableau numérique de répartition du personnel.

### III.- Agents nationaux rattachés aux anciens territoires.

[illegible]



\_\_\_\_\_

.....

## IV.- Agents techniciens étrangers.

[illegible]



Ancienne Province  
de \_\_\_\_\_

Liste nominative du Personnel réparti.

V.- Agents Nationaux.

[illegible]



Ancienne Province  
de

Liste nominative du Personnel réparti.

## VI.- Agents techniciens étrangers

[illegible]



MINISTRE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

OBJET :

Observation sur l'interprétation à donner à l'article 23 de la Loi Fondamentale.

NOTE POUR MONSIEUR LE MINISTRE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Quel sens donner à l'alinéa 2 de l'article 23 de la Loi Fondamentale, disposant que le Chef de l'Etat "nomme aux emplois d'Administration générale"?

On peut admettre, comme un fait indiscutable, que cette expression a été inspirée aux rédacteurs de la Loi Fondamentale par le texte de la Constitution belge (art.66, al.2), tel que commenté par les auteurs cités à l'appui de sa thèse par Monsieur le Conseiller Juridique du Gouvernement. Il faut donc, si l'on veut rester à tout prix fidèle à la pensée de ces rédacteurs, entendre par "Administration générale" les emplois correspondant à un service public créé, organisé et géré par l'Etat, pour la satisfaction de l'ensemble des intérêts collectifs nationaux.

Mais c'est alors que naît la difficulté : L'Art.4 du statut de 1959, toujours en vigueur en vertu de la même Loi Fondamentale (art.2), réservait, en effet, au Roi la nomination des fonctionnaires de 1ère et 2ème catégories, et doit aujourd'hui être appliqué au profit du Chef de l'Etat Congolais; de son côté, l'art.1er de l'Ord.n°13/453 du 4 septembre 1959, modifiant certaines mesures d'exécution du statut précité, était venu déléguer limitativement aux Gouverneurs de Province le pouvoir de nommer, dans leur juridiction, les agents de catégories inférieures (5è, 6è et 7è catégories), et doit pareillement être maintenu dans le cadre des compétences octroyées aux Autorités Provinciales.

Il résulte, à l'évidence, de ces textes - toujours d'application, on le répète - que le Chef de l'Etat peut nommer tous les fonctionnaires supérieurs, qu'ils appartiennent ou non à des cadres "d'Administration générale" (entendez par là, dans l'interprétation rappelée ci-dessus de l'art.23 de la Loi Fondamentale : des cadres d'Administration nationale). Il en découle de même que les Provinces ne peuvent exercer leur autorité d'investiture des agents administratifs qu'en dessous d'un certain échelon hiérarchique.

Dès lors, de trois choses l'une :

- 1° soit, pour résoudre la contradiction née entre la Loi Fondamentale et les textes susdits, l'on considère que ces derniers ont été implicitement abrogés par la Loi Fondamentale. Mais on raisonne alors en violation directe de l'art.2 de la Charte, qui dit que les dispositions légales ou réglementaires antérieures à l'Indépendance restent intégralement en vigueur, tant qu'elles n'auront pas été expressément abrogées ;

.../...



- 2° soit il faut admettre que les rédacteurs de la Loi Fondamentale ont placé dans une contradiction interne et sans échappatoire possible, d'une part, l'art.23 de cette Loi (tel qu'interprété toujours comme supra) et d'autre part, les art. ci-dessus rappelés du statut de 1959 et de l'Ordonnance du 4 septembre. Auquel cas, on ne peut que rappeler ici qu'en bonne méthodologie juridique, la confusion signalée rend l'interprétation libre de toute entrave, et autorise à détacher l'art.23 § 2 du cordon ombilical qui le rattache à la conception, purement belge d'ailleurs, de l'expression "d'Administration générale", on interprétant cet article comme visant seulement des emplois de catégorie supérieure généralement quelconques (nationaux ou provinciaux).
- 3° soit enfin, on peut essayer de résoudre la contradiction susdite en considérant que l'art.23 de la Loi Fondamentale donne au Chef de l'Etat le pouvoir de nommer tous les fonctionnaires de 1ère et 2ème catégories de l'Administration Centrale ou Provinciale, non parce qu'il s'agit d'emplois d'Administration générale, mais parce que ce même art.23 (al.2 in fine) lui permet aussi de nommer à d'autres emplois que d'Administration générale "en vertu d'une disposition expresse de la Loi". Dès lors, c'est l'art.4 du statut qui accorderait au Président de la République le droit de nomination des agents Provinciaux de 1ère et 2ème catégories, que le seul art.23 ne lui donnait que pour les agents généralement quelconques ceux-là, de l'Administration générale.

En tout état de cause, on le voit, on ne peut que reconnaître au Chef de l'Etat ce pouvoir de nomination des agents supérieurs des Provinces, si l'on veut échapper à la contradiction interne de la Loi Fondamentale, d'une part, et du statut, de l'autre.

Vainement enfin peut-on exciper de l'art.285 de la Loi Fondamentale qui dispose "qu'au fur et à mesure de la mise en vigueur des dispositions de la présente loi, les dispositions légales et réglementaires qui leur sont contraires, identiques ou semblables sont abrogées". Cet article ne concerne, en effet, que la mise en place des nouvelles institutions de la République, qui devaient naturellement se substituer progressivement au lendemain du 30 juin 1960, à ce qui existait et fonctionnait sous l'ancien régime; et tel est le sens de la formule : "au fur et à mesure de la mise en vigueur des dispositions de la présente loi". Et même si on admettait qu'en suite de cet article, l'art.4 du statut, étant contraire à l'art.23 de la Loi Fondamentale, devait être considéré dès lors comme abrogé, il n'en demeure pas moins que, d'un autre côté, cet art.4 peut et même doit apparaître comme toujours d'application, dans la mesure où, on l'a vu au 3° ci-dessus, il entre parfaitement dans le cadre de l'art.23 (al.2 in fine) qui ouvre la possibilité pour le Chef de l'Etat de procéder à des nominations autres que d'Administration générale lorsque la loi le prévoit expressément.-

LE CONSEILLER TECHNIQUE,  
= Serge Vieux. =



REPUBLIQUE DU CONGO  
MINISTERE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

---

Exposé des motifs du projet d'ordonnance déterminant la position statutaire des Agents de l'Administration, et fixant les modalités d'octroi d'une allocation complémentaire aux Congolais bénéficiaires de bourses d'études ou de stage de Perfectionnement à l'étranger.

---

Le présent projet d'Ordonnance répond à la préoccupation de résoudre certains problèmes particulièrement pressants posés par la situation des boursiers congolais en cours d'études ou de stage à l'étranger. Il concerne non seulement les Agents de l'Etat bénéficiaires de bourses, mais les personnes indépendantes ou les employés du secteur privé placés dans le même cas. Aussi bien la mise à point du projet est-elle une oeuvre de collaboration entre les différents Départements Ministériels intéressés de la Fonction Publique, de l'Education Nationale et des Affaires Etrangères.

L'urgence qui caractérise les besoins du Pays en cadres qualifiés, dans tous les domaines de l'activité nationale, ne pouvait qu'amener l'Autorité Gouvernementale à se préoccuper des difficultés confrontées par ceux des nationaux appelés à parfaire leurs connaissances à l'étranger. En attendant que puisse être adoptée une réglementation d'ensemble sur la question, dotant les boursiers congolais d'un statut définitif, il a donc paru indispensable de prendre certaines mesures répondant au triple objectif de clarifier, d'uniformiser et d'améliorer la situation des intéressés.

Il importait, en effet, de définir tout d'abord la condition administrative des boursiers faisant partie des cadres de l'Administration et dont, par une regrettable lacune des textes en vigueur, la position d'interruption provisoire de service n'avait pas fait jusqu'ici l'objet d'une détermination statutaire suffisamment précise.

Il convenait ensuite que, pour ces agents autant que pour les particuliers attributaires des bourses, il soit pourvu aux moyens devant leur permettre de répondre aux responsabilités pécuniaires leur incombant pour famille à charge restée au Pays pendant le cours de leurs études ou de leurs stages. L'insuffisance manifeste des prévisions réglementaires en la matière, les conséquences fâcheuses qui en résultaient sur le plan social comme sur celui des succès obtenus par les boursiers dans leurs travaux, s'ajoutaient aux obligations formellement souscrites en ce domaine par le Gouvernement à l'égard de nombreux Organismes dispensateurs de bourses, pour donner au présent projet d'ordonnance un caractère particulièrement urgent.



Enfin, il importait d'uniformiser, autant que possible, la situation de tous les boursiers sans distinction, en vue de mettre fin à certaines pratiques suivies jusqu'ici dans ce domaine, qui laissaient trop souvent libre cours à des décisions individuelles parfois marquées d'un favoritisme ou, en sens inverse, d'un ostracisme également déplorables à l'égard des intéressés.

Telles sont les idées directrices du présent projet d'ordonnance, dont il est permis d'espérer qu'il constituera une réglementation apportant une certaine cohérence dans la politique gouvernementale en matière de bourses d'études et de stage, et, assurant, en même temps, le rendement accru des efforts accomplis par les boursiers congolais, dont, faut-il le rappeler, dépend, pour une large part, le développement des cadres nationaux du secteur public et privé.



MINISTERE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE

ORDONNANCE N°                      DU                      DETERMINANT  
LA POSITION STATUTAIRE DES AGENTS DE L'ADMINIS-  
TRATION ET FIXANT LES MODALITES D'OCTROI D'UNE  
ALLOCATION COMPLEMENTAIRE AUX CONGOLAIS BENEFI-  
CIAIRES DE BOURSES D'ETUDES OU DE STAGE DE PER-  
FECTIONNEMENT A L'ETRANGER.

-----

Le Président de la République,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en ses articles 247 et 248;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1959 portant statut des agents de l'Administration spécialement en ses articles 53 - 1°, 54 - 1°, 66 - 1° et 77 - 1°;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 1957 portant statut syndical du personnel de l'Administration spécialement en son article 6 § 2;

Attendu que la position statutaire des Agents de l'Administration titulaires de bourses d'études ou de perfectionnement à l'étranger n'a pas été expressément définie, et mérite de l'être en considération des besoins du Pays en cadres qualifiés;

Attendu que la plupart des accords conclus en matière de bourses octroyées par les gouvernements étrangers ou les organisations internationales font obligation au Gouvernement Congolais de garantir aux bénéficiaires de ces bourses une rémunération destinée à l'entretien de leur famille, et qu'il s'agit d'y donner effet;

Attendu que pour pallier à l'insuffisance des cadres tant dans le secteur public que privé, l'adoption de mesures facilitant l'accomplissement des études et des stages entrepris par les éléments congolais constitue un des moyens les plus propices à une formation rapide de ces cadres;

Attendu qu'il s'avère que les responsabilités de famille à la charge des boursiers congolais à l'étranger posent un problème social auquel il importe d'apporter une solution adéquate;

Vu l'urgence;

Sur proposition des Ministres des Affaires Etrangères, de la Fonction Publique et de l'Education Nationale;

ORDONNE :

Article 1er. - Les agents de l'Administration, bénéficiaires d'une bourse d'études ou de stage de perfectionnement sont placés dans la position de mise en disponibilité



dans l'intérêt du service conformément à l'article 53 - 1<sup>o</sup> du statut du 13 janvier 1959.

Article 2.- Outre le traitement d'attente et les indemnités familiales qui leur sont dues, les agents ci-dessus visés bénéficient d'une allocation versée à titre de bourse complémentaire d'études ou de stage par le Gouvernement Congolais.

L'allocation prévue à l'alinéa précédent est fixée en sorte que le total du traitement, des indemnités familiales et de la bourse complémentaire corresponde à 60 % du traitement plein d'activité de l'agent à la date de sa mise en disponibilité.

Article 3.- Les boursiers n'appartenant pas aux cadres de l'Administration perçoivent, au titre d'une bourse complémentaire d'études ou de stage, une allocation pour charge de famille versée par le Gouvernement Congolais.

Le taux mensuel en est de 4.000.-Frs pour l'épouse, et 1.200.-Frs pour chacun des enfants à charge.

Article 4.- Les boursiers visés à l'article précédent s'engagent, en contre partie, à se mettre au service de l'Etat, à leur retour au Congo, en cas de besoin et sur simple demande de l'Administration intéressée, pour une durée égale à celle pendant laquelle ils auront bénéficié de l'allocation versée à titre de bourse complémentaire d'études ou de stage.

Article 5.- Le paiement de toutes les valeurs dues, en application des articles 2 et 3 est assuré, pour les boursiers dont la famille est restée au Congo, en francs congolais non convertibles.

Article 6.- Sont exclus du bénéfice des indemnités familiales et de l'allocation complémentaire prévue aux articles 2 et 3 les boursiers ne justifiant pas de responsabilités de famille pour épouse ou enfants à charge.

Article 7.- L'Administration conserve le droit d'apprécier si les bénéficiaires de bourses offertes par un gouvernement étranger, un organisme étranger ou une organisation internationale méritent de recevoir l'allocation complémentaire en raison de l'utilité des études ou des stages qu'ils s'appêtent à accomplir pour la collectivité nationale.

Article 8.- Il est pareillement réservé à l'Administration le droit de supprimer, à tout moment, l'allocation versée à titre de bourse d'études ou de stage aux boursiers dont le comportement ou la marche des études ne répond pas aux normes qu'on est en droit d'en attendre.

Article 9.- Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux titulaires des bourses d'études et des bourses de stage actuellement en cours.



Article 10.- Toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente ordonnance sont rapportées.

Article 11.- Les Ministres des Affaires Etrangères, de la Fonction Publique et de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Article 12.- La présente ordonnance produit ses effets à la date du 1961.

Fait à Léopoldville, le

Joseph KASA--VUBU.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Affaires Etrangères,  
J. BOMBOKO.

Le Ministre de la Fonction Publique,  
A. KABANGI.

Le Ministre de l'Education Nationale,  
J. NGALULA.